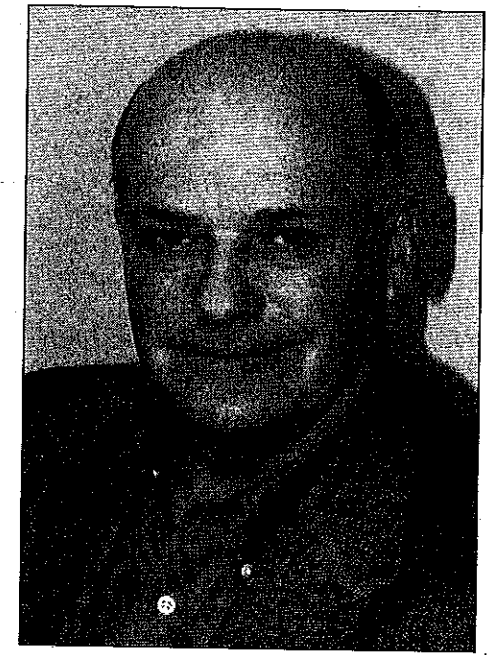


L'Express du 12-03-2009

VIE COMMUNAUTAIRE

Une soirée bien remplie pour les Richelieu



Selon le gouverneur des Richelieu, Jean-Guy Doyon, le Gala Richelieu sera une soirée fantastique.
Photo : Archives

Environ 250 personnes sont attendues au Gala Richelieu de la francophonie, organisé par les clubs de la région Horace-Viau, à la Sala San Marco, le 21 mars prochain. Le Prix Richelieu Albert-Boyer sera remis à Jean-Robert Gauthier lors de la soirée.

Le Prix en question est décerné annuellement à une personne ou un organisme qui s'est démarqué pour sa contribution à la promotion de la francophonie dans la région.

Plusieurs dignitaires sont attendus à ce Gala, dont le président international du Richelieu, Raymond Gionet, ainsi que le président de la Fondation du Richelieu, René Martin. Le recteur de l'Université d'Ottawa, Allan Rock, sera aussi au nombre des invités à titre de conférencier.

La soirée permettra aussi de remettre les bourses du Concours d'essais littéraires du Fonds Jean-Robert-Gauthier, qui sont octroyées depuis l'an dernier. Le gala sera également l'occasion d'introniser un nouveau club, le Club Richelieu Vision, «un groupe dynamique et où la moyenne

d'âge est de 30 ans», selon le gouverneur de la région, Jean-Guy Doyon.

Les caisses populaires Desjardins de la région ainsi que le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario et le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est seront aussi présents lors de cette soirée spéciale.

«Le gala s'annonce une soirée fantastique. Nous invitons les gens à venir appuyer la

Fondation et à entendre le conférencier Allan Rock», conclut M. Doyon.

Le gala aura lieu à la Sala San Marco, située au 215, rue Preston, à Ottawa, le 21 mars. Un cocktail aura lieu à 18h, suivi de la soirée à 19h.

Les personnes intéressées peuvent se procurer des billets au coût de 70\$ chacun auprès d'André Séguin en composant le 613-731-2644.



Franco-Cité célèbre la francophonie



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 19 mars 2009 à 0:12

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les élèves de l'École secondaire catholique Franco-Cité ont participé à une multitude d'activités organisées par l'équipe-école et l'animatrice culturelle de l'institution, Maryse Paquette, à l'occasion de la première semaine des activités prévues dans le cadre de la Semaine de la francophonie. Les élèves de la 7e et 8e année ont assisté au spectacle de l'ensemble Buzz, cuivre farfelu. Des histoires canadiennes françaises du 18e siècle ont fait vivre aux élèves une époque sans électricité et où la majorité des hommes travaillaient comme bûcherons. Le spectacle intitulé Buzz, diabolique, légendes de la chasse-galerie invitait les élèves dans un monde loufoque et imaginaire.



Photo : Gracieuseté de l'École secondaire catholique Franco-Cité

Un déjeuner de crêpes a aussi été servi. Plusieurs élèves ont mis la main à la pâte pour cette activité. Les élèves qui ont participé au grand déjeuner ont servi plusieurs centaines de crêpes et du chocolat chaud.

Une programmation spéciale a été diffusée à la radio étudiante pour agrémenter la semaine. **(K.B.)**



Taux de diplomation élevé au Conseil public



par **Kristina Brazeau**

[Voir tous les articles de Kristina Brazeau](#)

Article mis en ligne le 19 mars 2009 à 0:02

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Plus de 92 % des élèves qui fréquentent les écoles secondaires du Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario (CÉPEO) ont obtenu leur diplôme d'études secondaires en 2007-2008 alors que le taux de diplomation est de 77% à l'échelle provinciale. «Plus que jamais, la réussite et l'épanouissement des élèves demeure notre priorité. Ces indicateurs de rendement témoignent du succès de nos méthodes d'enseignement et de soutien ainsi que de nos stratégies axées sur la prévention et sur l'accompagnement», a affirmé le directeur de l'éducation, François Benoit.

Parmi les mesures mises en place, une équipe responsable de la réussite dans chacune des écoles secondaires est en place. À la suite d'un dépistage des élèves à risque, cette équipe offre à ces élèves un encadrement et un accompagnement afin de les amener à briser des habitudes liées à l'échec scolaire.

Le CEPEO offre également un large éventail de programmes spécialisés de même qu'un programme à double reconnaissance de crédits et un programme élargi d'éducation coopérative. Les programmes spécialisés tels les concentrations et les majeures hautes spécialisations permettent aux élèves de se concentrer sur un cheminement de carrière qui correspond à la fois à leurs aptitudes et à leurs intérêts. Une douzaine de programmes sont offerts dans le domaine des arts et de la culture, de l'agriculture, des affaires, de la construction, de l'environnement, de la fabrication, de l'hôtellerie et du tourisme, de la santé et du bien-être, des transports, en sports-Études ainsi que le Baccalauréat International.

CONSTRUCTION DE ROUTES

LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA

cyberpresse.ca

Publié le 19 mars 2009 à 10h26 | Mis à jour le 19 mars 2009 à 16h35

Les municipalités démunies face aux immigrants



Archives AFP



Malorie Beauchemin

La Presse

(Ottawa) L'afflux d'immigrants dans les villes et banlieues posent des problèmes aux administrations municipales, qui souvent manquent de fonds pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants.

Tel est le constat tiré par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) dans un rapport sur l'immigration et la diversité dans les villes et les collectivités canadiennes, rendu public jeudi. La FCM constate que les immigrants récents et établis semblent de plus en plus «se tourner vers les régions suburbaines et les collectivités de plus petite taille». Or, les services municipaux aux immigrants y sont

parfois moins disponibles.

«Au cours de leurs cinq premières années au Canada, les immigrants ont des revenus relativement faibles ; ils doivent faire face à des problèmes de logement abordable et sont plus menacés de sombrer dans l'itinérance. Bien que ces caractéristiques constituent des indices d'un besoin d'intervention sociale, les immigrants récents ne semblent pas accéder aux services au même degré que les non-immigrants», indique le rapport.

En matière d'emploi, les données compilées à partir du recensement de 2006 sont aussi source d'inquiétudes pour les municipalités. «Le taux de chômage des immigrants récents possédant un diplôme universitaire est quatre fois plus élevé que celui des non-immigrants possédant un tel diplôme», explique le document.

La FCM réclame que les municipalités participent à l'élaboration des politiques d'immigration puisqu'elles sont touchées au premier plan et n'ont pas voix au chapitre actuellement.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

Dites non à l'exagération.



cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 19 mars 2009 à 16h19 | Mis à jour le 19 mars 2009 à 18h27

Québec hausse la TVQ et annonce un déficit de 4 milliards \$ en 2009



La ministre des Finances du Québec, Monique Jérôme-Forget
La Presse Canadienne

Jocelyne Richer

La Presse Canadienne

Les Québécois devront composer avec des hausses de taxes et de tarifs dans les prochaines années, de même que s'habituer à voir leur gouvernement afficher déficit après déficit.

Avec son budget 2009-2010, déposé jeudi par la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget, le gouvernement Charest indique qu'en ces temps économiques difficiles, il préfère s'endetter et alourdir le fardeau fiscal des Québécois, plutôt que de respecter à tout prix l'équilibre budgétaire et sabrer dans les services à la population.

[Voyez notre dossier sur le budget 2009-2010 du Québec](#)

Ainsi, même s'il s'était maintes fois engagé dans le passé à ne pas toucher à la taxe de vente, pour maintenir le pouvoir d'achat des consommateurs, le gouvernement Charest fait volte-face et annonce une hausse d'un point de pourcentage de la TVQ, de 7,5 à 8,5 pour cent, à compter de janvier 2011.

Sauf ceux des garderies qui demeureront à 7 \$ par jour, tous les autres tarifs qui s'appliquent aux services gouvernementaux (permis, certificats, droits d'entrée dans les parcs, etc.) seront désormais indexés annuellement au coût de la vie, eux aussi à partir de 2011.

«Je ne pense pas que je vais gagner un concours de popularité» avec ces mesures, a convenu Mme Jérôme-Forget, en conférence de presse, en parlant des «décisions difficiles» qu'elle avait dû prendre.

Mais elle a dit assumer pleinement ses choix. «Je ne suis pas du tout gênée», a dit la ministre.

Chaque hausse d'un point de TVQ se traduit par des rentrées de 1,2 milliard \$ dans les coffres de l'Etat. Si Québec a choisi 2011 avant d'aller de l'avant, c'était pour attendre la reprise économique, a-t-elle expliqué.

Aussi, le manque de revenus anticipés force Québec à rompre avec la loi sur l'équilibre budgétaire, en affichant en 2009 un déficit substantiel, frôlant les 4 milliards \$, qui sera suivi par plusieurs autres, car on ne prévoit pas de retour au déficit zéro avant 2013.

Pour le Québec, il s'agit du premier budget déficitaire depuis une dizaine d'années.

La spirale des déficits annuels ne sera pas sans impact sur la dette accumulée du Québec, qui fera un bond spectaculaire de 22 milliards \$ en quelques années, passant de 148 milliards \$, en 2008, à 170 milliards \$, en 2011.

Mais tout en alourdissant ainsi le fardeau de la dette, Québec continue du même souffle à contribuer au Fonds des générations, créé précisément pour réduire la croissance de la dette. Une somme de 715 millions \$ y sera versée en 2009-2010.

Le Québec est la province la plus endettée au pays, compte tenu de son PIB.

Par ailleurs, pour relancer l'économie et surtout fournir à court terme suffisamment de liquidités aux entreprises en difficulté, pour les aider à passer la crise sans devoir fermer leurs portes, Québec a aussi annoncé la bonification de divers programmes de soutien et la création d'un fonds d'urgence de 500 millions \$ en partenariat avec le Fonds de solidarité FTQ et la Société générale de financement (SGF).

Mais au total, en termes de mesures de relance, Québec n'injectera que 242 millions \$ d'argent neuf, cette année, et 237 millions \$ l'an prochain.

Du «saupoudrage», a calculé le porte-parole en matière de finances de l'opposition officielle, François Legault, qui évalue l'effort de cette année à «un dixième de un pour cent du PIB du Québec».

Pourtant, Québec calcule qu'avec le soutien de divers partenaires, 3,1 milliards \$ de liquidités devraient ainsi être mises à la disposition des entreprises.

La ministre Jérôme-Forget a indiqué que la préoccupation principale du gouvernement, lors de la préparation du budget, avait été d'aider le Québec à «sortir plus fort et plus tôt de la tempête» économique.

«Le Québec ne sortira pas de cette récession amoché», a-t-elle prédit.

De son côté, la présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, s'est engagée à ne pas couper les programmes et les services à la population.

Le budget de dépenses atteint 60 milliards \$ cette année, et Québec compte maintenir à 3,2 pour cent le taux de croissance annuelle de ses dépenses dans les années à venir.

Pour regarnir ses coffres, le gouvernement s'engage aussi à donner plus de ressources à Revenu Québec pour débusquer les adeptes de l'évasion fiscale, particulièrement dans le secteur de la construction.

Cyberpresse vous suggère

Profitez d'excellents tarifs interurbains avec Koodo.



cyberpresse.ca

LeDroit

613.562.0333 ou nouvelles@ledroit.com

Publié le 19 mars 2009 à 16h49 | Mis à jour le 19 mars 2009 à 16h50

Les points saillants du budget 2009-2010 du Québec

La Presse Canadienne

Voici les points saillants du budget 2009-2010 déposé jeudi par la ministre des Finances, Monique Jérôme-Forget:

- Hausse de la TVQ de un pour cent (de 7,5 à 8,5 pour cent), à compter de janvier 2011;
- Indexation annuelle des tarifs gouvernementaux au taux d'inflation à compter de janvier 2011, sauf pour les garderies à 7 \$;
- Déficit budgétaire de 3,9 milliards \$ en 2009 et d'autres déficits prévus chaque année d'ici 2013;
- La dette du Québec passera de 148 milliards \$ en 2008 à 170 milliards \$ en 2011;
- Maintien des versements au Fonds des générations, qui atteignent 715 millions \$ en 2009-2010;
- Hausse des budgets accordés à la santé et l'éducation, pour assumer l'augmentation annuelle des coûts;
- Bonification de divers programmes de soutien aux entreprises pour leur fournir davantage de liquidités à court terme et ainsi relancer l'économie;
- Québec s'engage à lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale;
- Québec compte maintenir à 3,2 pour cent le taux de croissance annuelle de ses dépenses dans les années à venir.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

FERMER



Concours

À gagner : billets pour Leonard Cohen à Québec, Ottawa ou New York.



SYSTÈME BANCAIRE SOLIDE

LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA

cyberpresse.ca

Publié le 20 mars 2009 à 06h35 | Mis à jour à 06h38

Maigre hausse du budget de l'éducation



Photo archives La Presse



Marie Allard
La Presse

(Québec) L'éducation n'est pas la priorité en 2009-2010, avec une hausse de 490 millions ou 3,5% du budget du gouvernement. C'est nettement inférieur à l'augmentation totale de 4,5% des dépenses. Alors qu'il franchit pour la première fois le cap des 14 milliards, le budget de l'éducation reste néanmoins la deuxième plus grosse dépense du gouvernement, loin derrière la Santé qui coûte deux fois plus cher.

Très peu de nouveau est annoncé. Essentiellement, l'argent alloué à l'éducation permet « d'assurer le maintien de la qualité des services éducatifs » et « de poursuivre les actions entreprises au cours des dernières années », indique le Plan

budgétaire.

Grande promesse électorale, la réduction de la taille des classes est... réduite. En septembre prochain, seul le nombre d'élèves des classes de 3e année du primaire sera diminué de 10%. La réduction annoncée de 10% de tous les groupes de la 3e année du primaire à la fin du secondaire devra attendre. En milieux défavorisés, la réduction de 20% des classes de 3e et de 4e années promise il y a un an se concrétise.

Monique Jérôme-Forget, la ministre des Finances, a fait valoir qu'elle ne sabrait pas les budgets de la santé et de l'éducation, contrairement à ce qu'a fait auparavant le Parti québécois « devant la première difficulté ».

La lutte contre le décrochage scolaire n'obtient aucun nouveau financement. Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, « proposera prochainement une nouvelle approche adaptée à chaque région du Québec afin de mobiliser le milieu scolaire et la communauté pour encourager nos jeunes à demeurer à l'école », a précisé Mme Jérôme-Forget dans son discours.

Tarifs indexés

C'est l'éducation préscolaire, primaire et secondaire qui rafle la plus grosse part du budget, avec 8,3 milliards,

une hausse de 2,7% par rapport à l'an dernier. Les mesures déjà connues - aide aux élèves en difficulté, plan d'amélioration du français, plan contre la violence à l'école - sont financées. L'enseignement supérieur suit avec 4,7 milliards, une augmentation de 4,7%. Cela permet de « maintenir les réinvestissements » des dernières années. Le budget de l'aide financière aux études fait un bond de 8,6%, en raison de la hausse des droits de scolarité et de l'indexation des paramètres de subsistance. Le loisir et le sport ont droit à une maigre augmentation de 1,8 million (ou 2,8%) pour atteindre un budget de 65,3 millions.

D'ici un an, les services tarifés offerts par les commissions scolaires, les cégeps et les universités (frais d'admission, cafétérias, résidences, etc.) devront s'autofinancer. Ces tarifs seront indexés annuellement à partir de 2011. Les revenus provenant de la tarification représentaient l'an dernier 7,4% du financement du primaire et du secondaire, 10,6% de celui du collégial et 24,6% de celui des universités.

Soulagement et déception

« La principale priorité du gouvernement aurait dû être l'éducation », a dénoncé François Legault, critique péquiste en matière de finances. « On est déçus, a corroboré David Paradis, président de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ). Ça manque de vision. »

Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps, était soulagé. « On a préservé l'essentiel, alors que la conjoncture économique est difficile », a-t-il souligné. Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec, partageait cet avis. « Il n'y a pas de catastrophe, même s'il n'y a rien pour la persévérance scolaire », a-t-il dit.

SYSTÈME BANCAIRE SOLIDE

LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA

cyberpresse.ca

Publié le 20 mars 2009 à 05h15 | Mis à jour à 05h15

Bientôt une nouvelle génération d'abribus



Les abribus seront bientôt remplacés par une toute nouvelle génération.
Photo archives, La Presse



Sara Champagne
La Presse

Une nouvelle génération d'abribus fera graduellement son apparition à Montréal, au cours des cinq prochaines années. Conçus pour résister à nos hivers et bien éclairés pour dissuader les graffeurs, les nouveaux modèles seront munis d'une technologie GPS permettant aux usagers de savoir où est rendu leur autobus. Un système de télésurveillance sera aussi intégré.

Les élus de l'exécutif du maire Gérald Tremblay ont approuvé, mercredi, un emprunt de 14 millions afin d'acquérir 400 nouveaux abris qui seront installés à des arrêts névralgiques de la métropole. Après avoir étudié les abribus de Québec, de la France, des États-Unis et du Royaume-Uni, la Ville en est venue

à la conclusion qu'une première commande coûterait 25 000\$ par abribus, donc 2,5 millions. Avec l'installation et l'entretien, la somme s'élèvera à 3,4 millions pour 100 abribus.

En point de presse pour dévoiler la mise en service d'une nouvelle ligne express dans Saint-Michel, avec arrêts de courte durée au feu rouge, André Lavallée, responsable du transport à Montréal, a expliqué qu'un concours de design serait lancé pour concevoir un prototype dernier cri. Son acolyte, Michel Labrecque, nouvellement nommé à la présidence de la STM, a ajouté que les abribus devront résister au vent et aux papiers qui jonchent souvent les arrêts.

Au cours des prochaines semaines, les règles du concours seront établies en tenant compte de quatre priorités. Un: les abris devront être fabriqués avec un vitrage transparent, et il est prévu que certains soient dotés d'un éclairage solaire. Deux: ils devront être adaptés aux handicapés et aveugles. Trois et quatre: la nouvelle génération d'abris devra comprendre un système antivol du mobilier, notamment des bancs vissés au plancher. Et les concepteurs devront penser à une façon de démonter rapidement les abris pour laisser passer la voirie.

Avant de lancer le concours, l'équipe Tremblay compte par ailleurs tenir une consultation publique sur le projet. Il est également prévu de reconduire le partenariat avec l'entreprise de publicité CBS Affichage, pour 43 abribus, jusqu'en 2012. Montréal compte enfin sur une subvention de 2,5 millions de la part du Fonds d'investissement en transport collectif (FITC).

À Laval, on a déjà annoncé que 115 nouveaux abribus seraient installés pour rajeunir les installations. Le maire Gilles Vaillancourt fonde aussi beaucoup d'espoirs dans l'acquisition de trolleybus électriques. À ce sujet, André Lavallée a affirmé que ce moyen de transport a déjà été étudié par la Ville, qu'il n'est pas exclu, mais que le tramway peut accueillir davantage d'usagers à la fois.

André Lavallée n'a par ailleurs pas manqué de mentionner que le métro de Laval a entraîné la congestion de la ligne orange du métro, à Montréal. «De là l'importance de prolonger le métro vers l'Est, a-t-il ajouté. Et j'estime que si tous les ordres de gouvernements et partenaires enlignent leurs planètes on pourrait commencer à creuser le tunnel l'an prochain.»

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

RÉDUCTIONS D'IMPÔT

LE PLAN D'ACTION ÉCONOMIQUE DU CANADA

cyberpresse.ca

Publié le 20 mars 2009 à 06h54 | Mis à jour à 07h02

Grève des enseignants: perturbations à l'UQAM



Des employés et des étudiants de l'UQAM ont marché hier jusqu'aux bureaux du premier ministre Charest, avenue McGill College. La direction a annulé les cours pour la deuxième journée consécutive dans les pavillons du centre-ville.

Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse



Hugo Meunier

La Presse

Quelques centaines d'enseignants, d'employés de soutien et d'étudiants en grève sont descendus dans la rue pour réclamer un financement public adéquat pour l'UQAM. Un enlisement du conflit pourrait mettre le semestre en péril, prévient le syndicat des professeurs.

« On ne le souhaite pas, mais très peu de cours sont donnés pour le moment et plusieurs chargés de cours et étudiants refusent de franchir les piquets de grève », a expliqué la présidente du syndicat des enseignants, Michèle Nevert. Les employés en grève ont reçu une proposition de l'employeur, qui sera évaluée aujourd'hui au cours d'une assemblée générale. Mme Nevert n'a pas voulu en dévoiler la teneur avant d'en discuter avec ses membres.

L'UQAM confirme de son côté le dépôt d'une offre patronale mercredi soir, mais se garde d'en dévoiler les détails jusqu'à l'assemblée générale des syndiqués prévue ce matin. « Cette offre touche les salaires, l'embauche de nouveaux profs et la création d'un comité qui va se pencher sur l'organisation du travail », a résumé le porte-parole de l'université, Daniel Hébert.

À l'heure actuelle, les activités de l'université ne sont pas paralysées complètement, puisque les chargés de cours tentent de maintenir les classes. Mais les perturbations ont néanmoins forcé la direction de l'UQAM à suspendre les cours mercredi et hier, dans les pavillons du centre-ville. « Afin d'assurer la sécurité des personnes et d'éviter les confrontations », justifie la direction dans un communiqué.

Selon Daniel Hébert, l'UQAM est littéralement paralysée depuis deux jours par la grève des enseignants. Des

piquets de grève qualifiés de « très serrés » expliquent en partie l'annulation des cours, qui devraient reprendre normalement ce matin. Une plainte a d'ailleurs été déposée à la police de Montréal par une étudiante apparemment prise à partie mercredi par des grévistes. « La ligne de piquetage était alors plus hermétique, il y a eu des engueulades et de la bousculade », a souligné M. Hébert.

Les manifestants rassemblés hier réclament l'équité salariale avec les autres institutions universitaires canadiennes et l'embauche de 300 nouveaux enseignants. Les 980 professeurs de l'UQAM demandent un rattrapage salarial de 11,6% sur trois ans. Grâce au climat printanier, les participants étaient nombreux, armés de pancartes, de trompettes et de gazous.

Les professeurs ont décrété une semaine de grève dans l'espoir de ramener la direction à la table de négociations. Cette dernière attendait d'abord la remise d'une étude de la firme Aon portant sur les conditions de travail dans l'ensemble des universités québécoises avant de se prononcer.

Des étudiants solidaires des facultés des sciences humaines et des arts ont quant à eux voté des journées de grève « flottantes », pour unir leurs voix à celles des employés de l'UQAM. Par courriel, d'autres étudiants ont dit se sentir plutôt pris en otages par le conflit en cours.

La convention collective des enseignants est échue depuis 2007. « La grève est le seul moyen de faire pression. Les étudiants comprennent et partagent nos revendications, ils souffrent aussi du manque d'enseignants », a souligné Gaby Hsab, gréviste et professeur.

Le cortège, gonflé à bloc, a convergé vers les bureaux montréalais de Jean Charest, rue McGill College. Des percussionnistes ont ouvert la marche des manifestants. « On veut des emplois de qualité, on est tannés d'être surchargés! », « L'UQAM, c'est qui? C'est nous! » scandaient les manifestants. « Le syndicat des professeurs n'est pas en train de faire des demandes à l'administration, il est en rattrapage », a nuancé l'illustre syndicaliste Gérald Larose, aussi enseignant en travail social.

Un des porte-parole du mouvement a pour sa part dénoncé la « mcdonaldisation de l'enseignement supérieur ». « Nos diplômes ne sont pas des papiers commerciaux, on dit non à la privatisation de l'UQAM, non au coup d'État! » a martelé Roland Côté, le président du syndicat des employés de soutien. « On pense que la communauté de l'UQAM ne doit pas faire les frais des dérives immobilières de l'institution », a indiqué pour sa part le président du Syndicat des employés étudiants, Éric Demers, faisant référence au fiasco de l'îlot Voyageur. « On est en train de démolir un des bijoux de la Révolution tranquille », a ajouté M. Demers.

Pour les étudiants rencontrés, le réinvestissement dans l'université est crucial et urgent. « Sinon, on aura du mal à attirer des nouveaux professeurs compétents », croit Jérôme Baril, un étudiant en arts.



Un petit guide pour réaliser ses rêves



par **Ginette Gratton**

[Voir tous les articles de Ginette Gratton](#)

Article mis en ligne le 19 mars 2009 à 11:22

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

«**Réalisez votre rêve! Vous y avez droit.**»
Voici ce qu'on nous répète partout ces temps-ci. Pourtant, je rencontre tant de femmes qui, tristement, me disent se sentir profondément trichée par la vie. «Si ça continue comme ça, je vais faire un burn-out!» Pourtant, les beaux rêves de leur jeunesse se sont en effet réalisés.

Elles ont voulu avoir un mari... Elles se sont mariées et leur journée de noces fut majestueuse.

Elles ont voulu avoir des enfants, elles en ont eus. Un garçon et une fille (chanceuses, elles voulaient le couple et l'ont eu!!!) et ils sont en santé.

Elles ont voulu une carrière, une belle maison, un chalet, un voyage dans le Sud à tous les hivers... Elles ont tout ça... Mais étrangement, cela ne les comble pas comme elles l'avaient espéré. Rien n'est comme elles l'avaient imaginé. Écoutez cette femme qui se confiait à moi récemment.

«Mon mari passe ses soirées écrasé devant la télé avec la télécommande collée dans sa main. Ça, c'est en attendant de passer son été sur le terrain de golf. Par contre, il me veut toute fraîche et pimpante à tous les soirs dans le lit.

«Mes enfants, eux, ils sont toujours sur Facebook, sur leur cellulaire ou je ne sais où. C'est moi qui doit se soucier de leurs devoirs, répondre aux appels de la directrice d'école, organiser leurs activités sportives et leurs cours de musique. Puis en plus, ils se chicanent entre eux sans relâche. Ça, c'est quand ils ne sont pas fâchés contre moi.

«Et parlons de mes amies qui s'offusquent si je ne suis pas fidèle à mes appels téléphoniques hebdomadaires. Et ma mère. Ma chère mère qui ne cesse de me reprocher subtilement ne pas être une bonne fille...»

Et elle continue en me parlant de ses collègues de travail qui sont jalouses, de son travail qu'elle trouve frustrant, du ménage pour lequel elle n'a pas d'aide.



La pauvre. Et elle n'est pas la seule dans cette situation. Pourtant, elle essaie bien de suivre les conseils de Dr Phil qui dit de prendre du temps pour soi. Pour relaxer, dit-il, il suffit d'allumer des chandelles et de prendre un bain avec de la mousse.

«Essaie donc de relaxer et de te détendre dans un bain mousseux alors que ma fille de 15 ans est dans la drogue. Qu'elle n'est pas rentrée à la maison après l'école, qu'il est 22h et que vous ne savez pas où elle est?»

Que s'est-il passé pour que des rêves qui se sont réalisés se transforment graduellement en désillusion et que le cœur de cette femme soit désormais rempli d'amertume et de frustrations? C'est tout comme si, à l'intérieur d'elle, une flamme s'était éteinte.

Aurions-nous mal compris le sens de réaliser son rêve?

Voici un petit guide qui me sert...

Si, lorsque vous pensez à votre rêve, le mot AVOIR survient, ce rêve ne vous amènera que misère. Si vous rêvez d'avoir la chose idéale ou d'avoir une personne comme vous la souhaitez; si vous rêvez d'avoir du temps pour faire ce que vous aimez; d'avoir un autre emploi; d'avoir des photos de voyage... Soyez assurés que rien ne sera comme vous l'avez imaginé. Et surtout soyez assurés que rien de cela ne durera, parce que c'est la loi de notre dimension... tout est éphémère.

Notre désir «d'avoir» place le rêve à l'extérieur de soi, dans des choses sur lesquelles nous n'avons pas de contrôle. Le vrai rêve, celui qui suscite la joie de vivre, émane de l'intérieur de soi et envahit notre personne.

Le rêve qu'on doit chercher à réaliser, c'est notre façon d'ÊTRE au monde, notre façon de créer dans ce monde... C'est notre talent, notre archétype. C'est le cadeau qu'on a à offrir aux autres, un cadeau qui ne nous prive de rien, mais qui au contraire nous emplit de joie.

Et, étrangement, il faut être tourné vers l'intérieur de soi et non vers l'extérieur pour y arriver. Prendre du temps pour soi, c'est justement être en contact continu avec son intérieur. Et cela ne se fait pas dans un bain mousseux, mais à chaque instant de notre vie.

Notre rêve, c'est ce qu'on veut faire durant notre vie pour que le monde soit un peu meilleur après notre départ.

En tant que mère, épouse, amie, fille, collègue... notre responsabilité est d'aider les autres à y arriver. À ce moment, tout le monde peut réaliser son rêve.

CHRONIQUE

DENIS
GRATTON

dgratton@ledroit.com



Exigez le français

À première vue, la nouvelle peut sembler renversante, invraisemblable. «Un ancien conseiller francophone s'allie avec Galganov sur la question de l'affichage bilingue à Russell», pouvait-on lire dans notre édition d'hier.

L'ex-conseiller francophone en question est Jean-Serge Brisson, un commerçant de Russell qui, tout comme l'activiste anglophone Howard Galganov, conteste le règlement de la municipalité de Russell qui exige l'affichage bilingue sur les commerces de ce coin de pays.

Outre la langue parlée, il y a une différence entre ces deux hommes. M. Galganov conteste l'imposition du français aux commerçants anglophones. Tandis que M. Brisson est contre l'imposition de l'anglais aux commerçants francophones.

Je suis dans le camp de M. Brisson. Je le dis depuis le début de ce débat, et je me répète: on ne devrait pas obliger un commerçant francophone à s'afficher en anglais.

Et je reviens toujours à l'exemple de mon grand-père Gratton qui avait un magasin général sur le chemin de Montréal, à Vanier, et qui s'affichait uniquement en français. Et celui qui aurait osé lui demander de s'afficher en anglais ou dans les deux langues officielles pour faire plaisir à tout le monde se serait fait botter le cul jusqu'à Casselman.

Bon, les temps ont changé, je le sais. Et l'assimilation ne cesse de progresser, je le sais aussi. Et si Russell laisse les commerçants s'afficher dans la langue de leur choix, les chances sont «mauditeusement» bonnes que les affiches anglophones domineront le paysage d'ici peu. Comme dans le Vanier d'aujourd'hui, quoi...

Mais moi, je suis un entêté. Et je m'époumone à dire aux gens – et pas juste aux gens de Russell – d'ignorer tout simplement les commerces qui s'affichent uniquement en anglais.

N'y allez pas...

Oui, ça peut demander un petit effort supplémentaire ou un détour de quelques minutes pour trouver un commerce qui s'affiche en français. Mais il faut cesser d'abdiquer, de baisser les bras et de passer à l'anglais lorsqu'on se fait dire: «*sorry, I don't speak French*». La réplique instinctive à cette phrase devrait être: «*then sorry, but I'll go elsewhere where they do speak French*». Ou encore: «*then I'll come back when you do speak French*».

Exigez d'être servis en français ou magasinez ailleurs. C'est simple, non? Le commer-

çant anglophone finira bien par comprendre qu'il a tout à gagner à embaucher du personnel bilingue et à s'afficher dans les deux langues.

Money talks, vous savez...

Ça me chicote énormément de voir une municipalité imposer le bilinguisme à ses commerçants francophones qui – et corrigez-moi si je me trompe – sont en majorité à Russell.

Ça m'agace.

Comme mon grand-père aurait été agacé.

Ceci dit, n'allez surtout pas croire que je m'allie à Howard Galganov! Lui, il ne demanderait pas mieux que de voir tous les francophones de Russell sacrer leur camp une fois pour toutes. Il s'oppose au règlement sur l'affichage bilingue pour que la municipalité soit peinte *wall to wall* d'affiches anglophones, et pour que les francophones n'aient plus LE CHOIX que de magasiner et de parler en anglais.

Il y a donc une énorme nuance entre sa position et celle de M. Brisson et la mienne.

Ceci dit, chers compatriotes franco-ontariens, bon printemps.

Vous aurez deviné que je veux changer de sujet...

Votre entrevue

Je rencontre la semaine prochaine le candidat à la mairie de Gatineau, Tony Cannavino, pour la première entrevue d'une série dans laquelle vous, les lecteurs, poserez les questions à la personne interviewée.

Vous avez donc jusqu'à lundi midi pour me faire parvenir une question, une seule, que vous aimeriez poser à M. Cannavino.

Un nom sera tiré parmi tous les lecteurs qui auront soumis une question et le gagnant recevra une paire de billets pour le spectacle de Pierre Lapointe, au Centre national des arts d'Ottawa, le 10 juillet prochain.

J'attends vos courriels. Mais pas d'appels, s'il vous plaît, pour me soumettre votre question.

Mais remarquez que vous pouvez m'appeler en tout temps si vous avez quelque chose à partager. Mais pour les concours, je reçois les soumissions uniquement par télécopieur ou par la bonne vieille poste. Je tenais à le souligner parce que, hier matin, une dame d'un certain âge s'est rendue jusqu'au *Droit*, dans le marché By, pour simplement me poser une question. Lorsque je lui ai dit poliment qu'elle aurait pu m'appeler, elle a répliqué: «mais vous dites souvent dans vos chroniques de ne pas vous appeler». Pour les concours, chère dame. Seulement pour les concours...

FRANCOPLUS

Âgé de 28 ans, Nicolas Séguin préside l'ACFO régionale d'Ottawa

Militant francophone et fier de l'être

CHARLES THÉRIAULT

ctheriault@ledroit.com

Nicolas Séguin n'a que 28 ans mais il défend la cause franco-ontarienne depuis plus de 10 ans.

Élu président de l'Association canadienne-française de l'Ontario (ACFO) régionale d'Ottawa en octobre 2007, M. Séguin est actif au sein de cet organisme de défense des droits des francophones depuis quatre ans.

«J'ai commencé à m'intéresser au fait français en Ontario en 1994, alors que j'étais étudiant en neuvième année, à l'école secondaire. J'ai alors participé aux Jeux Franco-ontariens où je représentais l'école De La Salle d'Ottawa. Cet événement fut une révélation pour moi car avant, je ne me rendais pas compte de la vitalité du français dans les autres régions de l'Ontario. Je savais qu'on parlait français ailleurs qu'à Ottawa et dans la région de Prescott-Russell mais ça m'a vraiment frappé de rencontrer des jeunes du nord de la province, du sud et même de la grande région de Toronto. Ça m'a rendu très fier», raconte-t-il.

Originaire de Russell, Nicolas Séguin a grandi dans une famille francophone et fière de l'être. Sa mère enseignait le français alors que son père est comptable.

«Ils sont tous deux originaires de L'Orignal un village totalement francophone près de Hawkesbury alors tout se passait en français à la maison et j'ai grandi dans cet environnement. Dès l'école primaire, je me suis intéressé au théâtre parce qu'on avait un groupe d'improvisation à l'école d'Embrun. Je me suis donc inscrit à l'École secondaire De La Salle, en concentration théâtre», ajoute Nicolas Séguin.

À l'école De La Salle, Nicolas Séguin était parmi ceux qui résistaient à la tendance qu'on plusieurs étudiants de parler en anglais entre eux, surtout dans la cour de l'école.

«De tout temps, les jeunes ont trouvé l'anglais plus «cool» que

le français et je pense que c'est encore comme ça de nos jours mais moi je considérais qu'on pouvait perdre son identité en agissant ainsi. Pourquoi essayer de se faire passer pour quelqu'un d'autre? Nous sommes ce que nous sommes et notre langue est le français. À l'école, je faisais partie d'un groupe qui encourageait les autres étudiants à toujours utiliser le français».

Un important événement a contribué à ce que Nicolas Séguin plonge dans la lutte en faveur des droits linguistiques des francophones. En 1997, une commission de restructuration des soins de santé en Ontario, recommandait la fermeture de l'hôpital Montfort, déclenchant le plus grand mouvement de résistance de l'histoire moderne de la province. Étant membre de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne, (FESFO), M. Séguin s'est embarqué à fond dans cette lutte pour préserver l'hôpital. Il a participé à des manifestations et à des ralliements en faveur de Montfort.

Au niveau collégial, il s'est dirigé vers des études en finances (services financiers) et il a travaillé pour les caisses populaires durant l'été. Cela lui a permis de travailler à La Cité collégiale au service d'aide financière et prendre ainsi un peu d'expérience dans le domaine. C'était donc tout naturel pour lui de se diriger vers les caisses populaires, une fois ses études collégiales terminées. Il est devenu conseiller aux entreprises.

«J'ai travaillé un certain temps dans ce domaine mais je trouvais ça un peu répétitif et je me suis rendu compte que j'étais plus intéressé par les communications que par le monde financier. J'ai donc entrepris un baccalauréat en Communications à l'Université d'Ottawa et j'ai occupé des emplois auprès de politiciens de la région. Puis, j'ai décroché un poste en communications à l'hôpital Montfort, où je travaille présentement», explique Nicolas



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Nicolas Séguin a grandi dans une famille où la fierté d'être francophone était évidente.

Séguin.

Durant ses études collégiales, il s'est intéressé à l'ACFO régionale d'Ottawa et il a participé à l'assemblée générale de 2004. Il voulait mieux connaître cet organisme de défense des droits des francophones.

Il y a rapidement occupé le poste de trésorier, puis celui de vice-président, pour enfin devenir président en octobre 2007. Au cours des dernières années, l'ACFO régionale d'Ottawa a mené plusieurs combats pour assurer de meilleurs services aux francophones. Ainsi, elle a demandé à la ville d'Ottawa d'offrir plus d'activités de loisirs en français. La ville publie maintenant un guide des activités offertes dans la langue de Molière.

«Nous avons aussi mené une bataille pour obtenir des places en garderie en français parce que c'est un besoin criant. Évidemment, les parents veulent que leurs enfants fréquentent des garderies francophones parce que sinon, ils vont devoir s'en passer ou envoyer leurs enfants dans des garderies anglophones, ce qui augmente considérablement les risques d'assimilation. C'est une

question d'équité».

L'ACFO d'Ottawa est un groupe de pression et de revendication alors elle n'a pas de membres. Elle compte donc sur les subventions pour financer ses activités. Selon Nicolas Séguin, une organisation de ce type ne peut pas vraiment s'auto-financer mais l'ACFO d'Ottawa vend un certain

nombre d'articles promotionnels, dont le drapeau franco-ontarien.

Le plus récent combat de L'ACFO est celui de la radio communautaire qu'un groupe veut implanter à Ottawa mais à qui le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) refuse d'accorder une licence.

METTEZ VOS PROJETS À L'ABRI.
PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

TAUX RÉDUITS

PARLEZ-EN À UN REPRÉSENTANT
HYPOTHÉCAIRE DESJARDINS.



Certaines conditions s'appliquent.

Bertrand ROUSSEAU

Région Ottawa

613 265-2232

Lynn CHEVRIER

Région Orléans

613 282-6665

Sylvain JOANNETTE

Région Embrun

613 897-1972

Alexandre BEAULIEU

Région Rockland

613 316-1903

Pour la maison,
c'est plus qu'une banque.
C'est Desjardins.

desjardins.com/maison



Desjardins

Conjuguer avoirs et êtres

51768

Public schools to get back to class before Labour Day

BY SHEENA BOLTON
sbolton@thenewsemc.ca

Students in public schools across the city will be returning to the classroom before Labour Day this September.

On Feb. 24, Ottawa Carleton District School Board (OCDSB) trustees approved the 2009/2010 calendar that will see classes starting on Tuesday, Sept. 1, 2009. Traditionally school starts the day after the Labour Day holiday but a change had to be made this year as the holiday lands later this year, on Sept. 7.

"It's a province-wide challenge for all the boards to reconfigure their calendars and we didn't think many people wanted the school year to go into July," said Riley Brockington, River ward trustee and vice-chair of the school board. "So the alternative is we could have chopped the March break or Christmas break but we decided to keep those intact. If you aren't going to go into July and not going to shorten the breaks then you have to start before Labour Day."

The trustees thought the early start was the lesser of all evils. Mr. Brockington said this is a challenge that occurs once every seven years.

"Many years it's more or less a slam dunk," he said. "[Schools] start the day after Labour Day and end in late June and everything will fit neat and tidy. No problem."

The recommendation to start on Sept. 2 comes from an ad-hoc committee, explained Mr. Brockington. Typically, committee recommendations are brought to the public for consideration, but due to provincial regulation time constrains that wasn't possible this year.

When creating a school year calendar, Ontario school boards must include 194 compulsory instructional days as well as six professional development (PD) days, both of which are mandated by provincial legislation.

"What has happened over the last few years is the provincial government has added PD days to the school year," said Mr. Brockington. "The first year they did it they reduced the number of instructional days to absorb the increase in PD days. Everyone has agreed, ultimately that was not a good thing; the number of instructional days, the number of days kids bums are in their seats, should not be reduced and if you want to

add PD days to the schedule you should lengthen the entire school year."

Mr. Brockington explained that the Ministry of Education allows school boards to create their own calendars without interference so long as the school year is within Sept. 1 and June 30. Commencing classes before Sept. 1 or extending the year past June 30 requires authorization from the province prior to March 1.

The OCDSB school year will end June 25, 2010.

The Ottawa Catholic School Board has decided to start classes Aug. 31 and end June 29.

Mr. Brockington acknowledged that parents have voiced concern that commencing school prior to Labour Day will run summer plans that have already been scheduled.

"There are some pros and cons with all [options] but at the end of the day what people were saying was they would rather start early and get done with school earlier in June, when it's not so hot," he said.

He noted that principals have been asked to immediately communicate the details of next year's calendar with students and parents.

"If there are families in a situation where they now have to make alternate arrangements at least they have been given seven months notice of this change," said Mr. Brockington.

He also hopes the board learns from the experience this year and in seven years when Labour Day again falls later in September, the board will discuss the issue sooner to hear public opinions.

"That's not how I like to do business, I like to give people advance notice and engage them," he said.

The calendar has been submitted to the Ministry of Education for official approval.



Information
ottawa.ca
City
services 3-1-1
TTY 613-580-2401

Request for Proposal

The Parks and Recreation Branch of the City of Ottawa is seeking proposals for the provision of Seasonal Food Services at Petrie Island/Stuemer Park. The Concessionaires must provide a mobile refreshment vehicle for the sale of goods. Water and power will be available.

FOR FURTHER INFORMATION CONTACT:

Name: Dan Brisebois
Title: Area Manager, City of Ottawa, Recreation Services
Telephone: 613-580-2424, ext. 29294
Fax: 613-580-2780

**Submissions must be received no later than 3 p.m. on
Tuesday, April 14, 2009.**

Delivery Address: 255 Centrum Blvd, Ottawa (Orléans), ON, 3rd floor
Attention: Sylvie Mainville

or by email: Sylvie.Mainville@ottawa.ca

11-5310-4264

Ottawa-East EMC - Friday, March 20, 2009 9

EMC 20-03-2009

canoe network ... **cnews**

March 20, 2009

U of O student grabs prime prize

By LAURA CZEKAJ, SUN MEDIA

A University of Ottawa student could be the next in line to give Prime Minister Stephen Harper a run for his money.

But first Amy Marlene Robichaud has to digest the fact she has earned the title of Canada's Next Great Prime Minister for the 2009 edition of the televised CBC competition.

The final show was broadcast Wednesday.

The fourth-year political science and public administration student beat out her three competitors after a debate in which former prime ministers Brian Mulroney, Joe Clark, Kim Campbell and Paul Martin asked the questions.

Robichaud won \$50,000 and paid internships.

"I couldn't have picked anyone of us to be any stronger than the other ones, I was so inspired by the company I was with," says Robichaud of her competitors.

Being put on the hot seat by such prominent Canadian politicians was a "nerve-wracking" experience for the 21-year-old Calgary native. She says the prime ministers weren't afraid to call it as they saw it.

For now, the self-described Red Tory plans to postpone her political aspirations to focus on the internship opportunities that came with her victory.

"I do have political ambitions. One day I would be honoured if I had the opportunity to represent my fellow citizens," she says. "At this point, I have the world before me. I am in a fortunate position: I am 21, about to graduate, I have got some money in my pocket and some jobs lined up."

New immigrant migration places strain on smaller communities

BY NORMA GREENAWAY, CANWEST NEWS SERVICE MARCH 20, 2009 4:02 AM

New Canadians, many of whom are skilled and highly educated, are increasingly bypassing the population magnets of Vancouver, Toronto and Montreal to settle in suburban and smaller communities, says a study released Thursday.

The Federation of Canadian Municipalities says the broadening settlement pattern is putting new strains on communities across the country struggling to keep pace with demands for everything from affordable housing to employment and public health services.

The study also makes clear immigrants remain in an uphill struggle to close the economic and employment gap with non-immigrants. Despite being twice as likely as their non-immigrant counterparts to have a university degree, it said, recent immigrants between the ages of 25 and 54 were four times as likely to be unemployed in 2006. The rate was 12 per cent versus three per cent.

Federation president Jean Perrault warned the situation risks becoming more dire unless the federal and provincial governments give the country's mayors a seat at the immigration planning table and also provide them with new money to cope with the rising demands. He said the recession has exacerbated the challenges of providing services, jobs and housing to newcomers.

The report noted, for example, the proportion of new immigrants with children under the age of 12 was 56 per cent in 2006, which was significantly higher than the proportion for non-immigrants. The phenomenon points to the need for more child care, recreational, education and health services.

In a teleconference call with reporters, Perrault did not put a price tag on the funding shortfall, but he said municipal taxpayers -- already overburdened with property taxes -- could not foot the bill for the mounting costs.

Under the current revenue-sharing system, the municipalities get only eight cents of every taxpayer dollar, whereas the federal government take is 50 cents and the provinces' share is 42 cents, said Perrault, mayor of Sherbrooke, Que.

The sweeping study, which is the fifth of a series designed to measure the quality of life in Canadian communities, compares social and economic conditions for immigrants and non-immigrants from 2001 to 2006 in 24 of the country's largest municipalities, regional municipalities and metropolitan communities.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen